

Les effets des relations avec le tiers monde sur la production et l'emploi en Suisse

Autor(en): **Pult, Guido**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **78 (1986)**

Heft 4

PDF erstellt am: **09.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-386256>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les effets des relations avec le tiers monde sur la production et l'emploi en Suisse

par Guido Pult *

1. Problème

Au cours des douze dernières années, du moins sur le plan de la sécurité de l'emploi, la situation des salariés s'est dégradée en Suisse. Il est vrai que, d'après les statistiques officielles, la proportion de chômeurs chez nous a été, tout au long de cette période, nettement moins élevée que dans les autres pays industrialisés. Mais cela est largement expliqué par deux facteurs particuliers: la possibilité de régler l'afflux de travailleurs étrangers et le fait qu'une partie des sans emploi qui seraient prêts à accepter un travail, notamment parmi les femmes, échappe aux statistiques du chômage. En réalité, la Suisse est le seul pays de l'OCDE à ne pas avoir encore retrouvé le niveau de l'emploi de 1973 et, du moins depuis cette année, les fluctuations du nombre de personnes occupées y ont été plus larges que dans la plupart des autres pays industrialisés¹. Les licenciements ont été particulièrement importants dans des branches telles que l'horlogerie et l'habillement, qui sont soumises à la concurrence des produits fabriqués dans le tiers monde. De sorte qu'une question peut venir à l'esprit: dans quelle mesure ces convulsions seraient-elles dues à un processus de dislocation en faveur des pays à bas salaires? Notre propos est ici de fournir quelques éléments de réponse à cette question.

2. Les branches menacées

La pénétration, sur les marchés des pays industrialisés, des articles manufacturés produits par le tiers monde est reflétée par le tableau 1. Au cours des années 70, pour le secteur «*habillement, textiles et articles en cuir*», la proportion des achats au tiers monde par rapport à la demande totale a crevé le seuil de 10%. Pour la Suisse aussi, c'est dans ce secteur que se concentrent les achats de biens manufacturés au tiers monde; ainsi, par rapport à la période 1964–1975, on a estimé que la proportion en question a passé de 3,3 à 5,6% pour les textiles et de 1,1 à 6,4% pour l'habillement²; en 1975, les autres branches connaissent encore une part généralement inférieure à 2% (cf. tableau 1).

Sur la base de ces indications, on pourrait être tenté d'affirmer que la concurrence des pays à bas salaires s'exerce essentiellement dans des

* Professeur d'économie politique à l'Université de Neuchâtel.

Tableau 1 *Part du tiers monde dans la demande de biens manufacturés des pays industrialisés: 1970-80*

Genre de biens	Part dans la demande, en %		Pénétration des importations (taux de variation annuelle en %)	
	1970	1980	1970-77	1977-80
Biens alimentaires	3,5	3,7	3,4	-5,4
Habillement, textiles et cuir	3,1	10,5	15,5	9,5
habillement	4,0	16,3	18,6	9,0
textiles	2,3	5,4	9,1	9,3
chaussures	2,6	16,3	24,3	8,6
autres produits en cuir	6,2	17,3	12,6	8,3
Produits en bois	1,9	3,6	6,6	8,3
Papier	0,2	0,5	11,2	20,6
Produits chimiques	2,0	3,8	7,8	11,0
Produits minéraux non métalliques	0,3	1,1	13,7	15,7
Métaux	3,5	4,1	-0,6	14,0
Machines	0,4	2,1	20,6	15,9
Autres	4,0	8,0	7,2	10,9
Total	1,7	3,4	8,4	7,6

Source: Banque Mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1983

domaines où, non seulement, la main-d'œuvre est peu qualifiée mais encore où le cadre technologique (produits et techniques de production) est relativement simple. Cette dernière caractéristique s'estompe cependant, si on considère la variation du taux de pénétration au cours des dernières années. En effet, on constate que, pour 1977-1980, le taux d'accroissement du secteur *«habillement, textiles et cuir»* a été nettement plus faible que celui des *«machines»*. En particulier, d'autres sources statistiques³ montrent que, pour 1970-1982, le taux d'accroissement annuel de la valeur des exportations a été particulièrement fort (de l'ordre de 30%) pour les *«appareils de télécommunication»*, certains types d'*«appareils et machines électriques»*, les *«machines de bureau»* et les *«montres»*. C'est que l'expansion du secteur traditionnel s'est trouvée freinée notamment par des mesures protectionnistes adoptées par les pays industrialisés; d'un autre côté, un nombre croissant de travailleurs a été intégré dans le cadre technologique moderne, en relation notamment avec l'implantation des entreprises multinationales.

En ce qui concerne la Suisse, le développement de nouveaux axes concurrentiels a eu des conséquences importantes pour l'industrie horlogère surtout, comme nous le montre clairement le tableau 2.

Tableau 2 *Exportations du secteur horloger, en % de la valeur des exportations mondiales: 1972-83*

	1972	1983
Suisse	48,9	26,1
Japon	15,7	25,0
Hong-Kong	5,0	24,6
Allemagne	12,1	6,4
France	5,8	3,6
USA	1,9	2,7
Corée du Sud	0,2	2,2
Grande Bretagne	2,7	1,1
Italie	3,1	1,9
Singapour	0,5	1,5
Autres	4,1	4,9
	100,0	100,0

Source: ONU, *Annuaire statistique du commerce international*

L'extension de la gamme des produits offerts par le tiers monde fait qu'il devient de plus en plus mal aisé d'identifier des branches qui échappent complètement à cette concurrence: la menace devient simplement une question de degré. Dans ces conditions, plutôt que de «branches», il conviendrait de parler d'abord d'«entreprises» ou mieux, d'«activités productives» menacées. Activités qui se situent évidemment parmi celles où le coût de la main-d'œuvre non qualifiée est relativement élevé par rapport au coût de production total et qui peuvent concerner non seulement la fabrication du produit final d'une entreprise mais aussi des composantes de ce dernier. Le calcul, pour chaque branche, de la proportion des activités se trouvant dans une telle situation permet d'aboutir à un classement selon le degré d'exposition à la concurrence du tiers monde. Un tel classement, fondé essentiellement sur des indicateurs des divers coûts de production, a été élaboré par Hollenstein⁴. Il a procédé à une subdivision du secteur industriel suisse en 111 branches. Ces dernières ont été classées en cinq catégories selon le degré de menace. Parmi les secteurs les plus menacés, on trouve notamment toutes les branches retenues de *l'habillement* et du *cuir*, la majorité des branches du *textile* et des *produits en bois* et les *composantes des montres*; à l'autre extrême, parmi les moins menacées, figurent la plupart des branches relevant de la *chimie* et la totalité des branches du secteur des *machines*. Or ce classement, souvent cité, présente d'inévitables limites: pour certaines branches, il risque de susciter des faux espoirs et, pour d'autres, un excès de pessimisme. Le nombre malgré tout très restreint des secteurs retenus fait que des produits ont été insérés dans des

branches dont le degré moyen de menace ne correspond pas à celui de ces produits. En particulier, cette distorsion se traduit par un jugement qui paraît trop optimiste à l'égard du secteur des machines: nous avons vu précédemment que des statistiques internationales – fondées sur une subdivision en branches plus fine – laisse en effet apparaître des axes de développement de cette industrie dans le tiers monde. En outre le classement a un caractère statique: il ne tient pas compte des possibilités de changer les techniques de production et les produits, de façon à réduire les frais de la main-d'œuvre non qualifiée. Dans ce domaine, l'existence d'une substantielle marge de manœuvre a été entretemps prouvée par l'industrie du textile et de l'habillement. En regardant l'évolution des indices de la production pour la période 1979–85 (2^e trimestre) on constate que les textiles ont connu un taux d'accroissement de 9,8%, supérieur à celui (8,8%) de l'ensemble des branches de l'industrie; quant à la production du secteur de l'habillement, elle a baissé, mais de 3,5% seulement. Derrière ces performances, on trouve deux facteurs explicatifs: des investissements massifs, qui ont permis de remplacer d'anciens équipements par des machines de la dernière génération à haute intensité de capital, et la modification de la structure de la production, en faveur des produits «*haut de gamme*»⁵ (qu'il s'agisse de filets et tissus pour l'habillement de luxe ou tissus à usage industriel). Bien que la concurrence des pays à bas salaire demeure vive, cet exemple éclaire des éléments essentiels de la stratégie que les entreprises menacées ont généralement intérêt à suivre.

3. Le tiers monde: un ensemble très différencié

Le nombre de pays du tiers monde dont les structures socio-économiques ont permis l'installation d'activités manufacturières concurrentielles est assez restreint. Du moins jusqu'à la fin des années 70, ces activités étaient concentrées dans sept pays, qu'on a qualifié de «*nouveaux pays industrialisés*» ou, de manière plus prudente, de «*principaux pays exportateurs d'articles manufacturés*». Ce sont l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour et Taïwan. A l'égard du marché suisse, la pénétration relativement forte des produits provenant de ces pays est reflétée par le tableau 3. En effet, on constate que, pour la période 1970–1983, la valeur des importations provenant de ces pays a plus que triplé; à l'égard des autres pays du tiers monde (en excluant les membres de l'OPEP) la valeur correspondante n'a été multipliée que par un peu plus que deux fois. Mais une analyse plus fine de ce groupe de pays montre l'émergence de certains d'entre eux, qui tendent depuis quelque temps à se rapprocher des «*nouveaux pays industrialisés*» de la première génération. Il s'agit notamment de pays tels que: l'Indonésie, la Tunisie, le Maroc, le Chili, le Pérou, l'Uruguay, la Thaïlande, les Philippines et la Malaisie (cf. tableau 3).

Tableau 3 Commerce Suisse – Tiers monde¹ (en Mio. de francs)

Année	Exportations				Importations				Solde			
	OPEP	NPI ²	Autres pays	Total	OPEP	NPI	Autres pays	Total	OPEP	NPI	Autres pays	Total
1970	774	1261	1449	3484	628	485	902	2015	146	776	547	1469
1971	837	1315	1493	3645	667	473	929	2069	170	842	564	1576
1972	1009	1378	1608	3995	642	560	914	2116	367	818	694	1879
1973	1128	1703	1789	4620	924	715	1089	2728	204	988	700	1892
1974	1582	2039	2261	5882	1796	788	1346	3930	-214	1251	915	1952
1975	2189	1788	2277	6254	1297	769	1124	3190	892	1019	1153	3064
1976	2896	2004	2098	6998	1186	925	1347	3458	1710	1079	751	3540
1977	3661	1970	2753	8384	1365	1129	1733	4227	2296	841	1020	4157
1978	3407	2151	2763	8321	970	923	1467	3360	2437	1228	1296	4961
1979	2828	2533	2705	8066	1338	1011	1469	3818	1490	1522	1236	4248
1980	3487	2697	3092	9276	1984	1415	1609	5008	1503	1282	1483	4268
1981	4212	2927	3997	11136	2188	1462	1814	5464	2024	1465	2183	5672
1982	4649	2700	4246	11595	1996	1491	1730	5217	2653	1209	2516	6378
1983	4400	2506	4036	10942	2119	1542	1855	5516	2281	964	2181	5426

¹ Selon la définition des publications de l'ONU

² Argentine, Brésil, Mexique, Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour, Taïwan (NPI = nouveaux pays industrialisés).

Source des données de base: Statistique du commerce extérieur de la Suisse, Commentaires annuels

4. Les exportations de la Suisse vers le tiers monde

L'apparition de la concurrence du tiers monde à l'égard des activités productives d'une partie de notre industrie est généralement un signe de développement économique d'une partie des pays pauvres. Ce développement se traduisant par des processus d'industrialisation et par l'accroissement du pouvoir d'achat, il implique aussi une augmentation des importations provenant des pays industrialisés. De sorte que le même processus qui restreint les débouchés de certaines activités productives en favorise d'autres. Il s'agit d'un fait qu'il convient de souligner, car à travers les informations que reçoit l'opinion publique, il n'est souvent question que de l'effet négatif (par le jeu d'un mécanisme analogue à celui qui fait que si une entreprise licencie des ouvriers, il y a en principe beaucoup plus de chances que les médias en parlent que si elle en embauche).

Avouons que, dans la pratique, il n'est pas facile d'isoler l'effet positif en question, car la variation des ventes au tiers monde est influencée également par d'autres facteurs, relevant de l'action des entreprises exportatrices plutôt que de l'évolution de l'économie des pays importateurs. Mais l'ensemble de ces facteurs – comme nous le montre le tableau 3 – a fait que, dans la période 1970–1983, la valeur des ventes de la Suisse aux pays du tiers monde a augmenté encore plus fortement que la valeur des importations: la première a plus que triplé, la seconde a été multipliée par moins de trois. De la sorte, malgré la concurrence accrue des marchandises du tiers monde, la valeur des importations est tombée à près de la moitié de celle des exportations; l'excédent commercial a passé à environ 5,5 milliards de francs. Il est vrai que cet excédent est influencé par le fait qu'une partie des importations de pétrole en provenance des pays de l'OPEP ne figure pas dans les statistiques du commerce avec le tiers monde, car elle transite par d'autres pays. Mais pour les seuls pays non pétroliers, la proportion de la valeur des importations par rapport à celle des exportations est du même ordre de grandeur et n'a pas tendu à augmenter.

Dans le tableau 3, on remarquera aussi le fléchissement des exportations vers les «*nouveaux pays industrialisés*» intervenu à partir de 1981. On voit là les conséquences pour notre économie des crises d'endettement que certains de ces pays ont connu récemment.

5. L'évolution des parts de marché

Jusqu'ici nous avons envisagé la pénétration des produits des pays du tiers monde sur le marché suisse et les ventes de la Suisse à ces pays. Pour avoir une idée de l'évolution du rôle de la Suisse et du tiers monde sur les autres marchés mondiaux, on peut consulter le tableau 4; on y trouve les variations de la part des ventes des différents pays ou groupes de pays sur les différents marchés. Par exemple, la valeur de $-0,7$ qu'on

Tableau 4 Variations des parts de marché, à l'exclusion des exportations des pays pétroliers¹: 1973-1983
Points en 0/00

Exportateur Importateur	Suisse	Japon	Autres pays industrialisés	NPI	Autres PVD	Pays à économie planifiée	Total
Suisse	—	14,0	-31,2	4,7	- 1,0	13,5	0
Japon	5,5	—	-20,9	37,8	-32,1	9,7	0
Autres pays industrialisés ²	-0,7	18,4	-58,0	30,2	- 3,2	13,3	0
NPI ³	-6,9	26,4	-91,9	23,8	9,9	38,7	0
Pays exportateurs de pétrole ²	2,7	32,4	-38,2	45,5	-23,4	-19,0	0
Autres PVD ⁵	-1,4	5,7	-31,2	39,4	-25,7	13,2	0
Pays à économie planifiée ⁶	-7,0	42,0	-97,1	52,9	9,2	—	0
Monde	-1,0	22,5	-57,5	32,3	- 8,1	11,8	0

Source des données de base: FMI, *Direction of Trade Yearbook*

¹ Parts de marché en 1983 moins parts de marché en 1973, en 0/00; selon la statistique des importations, en dollars

² Selon le classement du FMI

³ Sans Taïwan

⁴ Selon le classement du FMI mais sans la Hongrie, la Roumanie et la Chine

⁵ Correspond à la catégorie «URSS etc.» du FMI selon la dernière définition du FMI mais en comprenant aussi Roumanie, Hongrie et Chine

⁶ Sans les importations provenant des pays à économie planifiée

trouve au croisement de la colonne «Suisse» et de la ligne «Autres pays industrialisés» a été calculée de la manière suivante: part des importations de ces derniers pays provenant de la Suisse, en 1983 et en $^0/00$ (22,7 $^0/00$) moins la valeur correspondante pour 1973 (23,4 $^0/00$). Pour éliminer l'influence de la variation du prix du pétrole, les exportations des pays pétroliers ont été exclues (cf. tableau 4).

On constate qu'au niveau mondial, la part de la Suisse n'a fléchi que très légèrement: 1 $^0/00$ du marché total. Ajoutons que ce résultat a été atteint en multipliant la valeur des exportations par 3,1, tandis que pour les autres pays industrialisés ce chiffre est de 2,9. Sous cet aspect il s'agit donc d'une performance relativement bonne. Mais il ne faut pas négliger que, au cours de la période considérée, la valeur réelle du franc (définie par rapport à la monnaie des autres pays industrialisés) a augmenté d'environ 20%. De sorte qu'en termes de quantités exportées, la performance a été vraisemblablement inférieure à celle des autres pays industrialisés. Les parts de marché perdues par ces derniers, par la Suisse et par le tiers monde non pétrolier à l'exclusion des NPI ont été occupées par les NPI, le Japon et les pays à économie planifiée. Le tableau nous montre aussi combien il est opportun de distinguer les NPI des autres pays en voie de développement. Tandis que les premiers sont les grands gagnants sur presque tous les marchés, la présence de ces derniers s'est affaiblie.

6. Le poids de la concurrence du tiers monde

Des indications concernant les principaux rivaux de la Suisse sur le marché mondial, cette fois au niveau des branches, nous sont fournies par le tableau 5. On en déduit que les pertes de marché essuyées par l'industrie suisse au cours de la période 1973 à 1980 doivent être imputées à la concurrence des autres pays industrialisés et en particulier du Japon. En effet, parmi les branches retenues (les critères de la statistique ne permettent pas d'appréhender les textiles et l'habillement), la seule où apparaisse la menace des pays à bas salaires est l'horlogerie. Le fait que la pression concurrentielle de ces derniers pays demeure dans l'ensemble peu importante nous est confirmé aussi par l'évolution de la part occupée par le tiers monde non pétrolier dans les importations totales de la Suisse. Part qui, en 1983, n'était que de 5,6%, contre 5% en 1970. Ces valeurs peuvent, au premier abord, sembler trop faibles, car en tant que consommateurs nous entrons souvent en contact avec des marchandises provenant du tiers monde. Mais il s'agit généralement de produits dont le prix est bas et, en dehors des biens de consommation, les importations en question sont presque négligeables (cf. tableau 5).

Tableau 5 *Part des exportations de la Suisse dans les exportations des pays à économie de marché: Branches¹ dont la part en 1980 était plus faible qu'en 1973 et dont le montant en 1976/77 dépassait les 100 millions de dollars.*

Branches	Mio. de \$ (1980)	1973 %	1976 %	1980 %	Principaux pays dont la part a augmenté ²
Fromage et caillebotte	289	8,7	8,0	7,3	D, DK
Tabacs fabriqués	104	10,5	6,8	2,9	USA, GB, NL, D
Composés fonctions azotées	550	10,4	11,1	10,1	USA, GB, B
Composés organominéraux	843	20,5	17,9	16,0	IRL, USA
Colorants organiques, laques	719	27,0	25,1	23,2	Japon, GB, I
Produits médicinaux	1615	12,5	12,3	11,7	USA, F, GB
Huiles essentielles	200	12,5	13,3	12,2	USA, GB, D, IRL
Pesticides, désinfectants	317	9,9	9,2	7,4	USA, B, F, GB
Pompes	344	5,3	5,4	4,0	Japon, GB, I
Machines outils	1049	9,7	9,3	9,4	Japon, I, E
Appareils coupe	728	6,1	6,0	5,8	Japon, GB
Instruments de mesure	897	6,2	6,0	6,0	USA, GB
Horlogerie	2121	47,9	34,8	28,2	Hong-Kong, Japon, Corée
Imprimés	284	4,4	3,4	3,6	D, I, E

Source des données de base: *ONU, Annuaire statistique du commerce international*, vol. II

¹ Au niveau des groupes (3-digite) de la CTCI

² Pour les pays européens: symbole des plaques minéralogiques

7. La concurrence sur le marché du travail

L'influence du tiers monde sur le niveau de l'emploi en Suisse passe non seulement par le marché des produits mais aussi directement par le marché du travail, du fait que les bas salaires attirent des investissements.

Tableau 6 *Personnes occupées par les 15 plus grandes entreprises multinationales suisses, selon les régions*

	Suisse	Autres pays industrialisés	Pays en voie de développement	Total
1970	157 570	284 760	60 160	502 490
1980	160 640	382 970	100 370	643 980

Source des données de base: S. Borner-F. Wehrle, *Die sechste Schweiz*, Zurich, 1984

A première vue, si on regarde le tableau 6, on pourrait supposer que l'effet en question a été important. Au cours des années 70 et pour les 15 plus grandes multinationales, le nombre de personnes occupées en Suisse n'a augmenté que d'environ 3000 unités tandis que, dans le tiers monde, l'accroissement a été de 40 000 travailleurs. Ajoutons que la moitié environ de cet accroissement concerne Nestlé; pour la moitié environ, cette augmentation a eu lieu dans les NPI⁶. Cependant, avant d'attribuer ces variations à l'attrait des bas salaires, il faudrait éliminer l'effet d'une autre motivation: l'accès à des marchés fermés par des barrières douanières ou des réglementations. Il est clair que, dans ce cas, l'impact sur l'emploi en Suisse des investissements à l'étranger ne peut être que positif, car ceux-ci entraînent généralement l'achat de biens intermédiaires à la maison-mère et favorisent en outre la création dans celle-ci de postes de travail relatifs à la gestion des filiales. L'ampleur exacte de cet effet n'est pas connue, mais que ce soit pour la Suisse⁷ ou pour les autres pays industrialisés⁸, on estime qu'il est dominant.

8. Impact du tiers monde sur le niveau de l'emploi en Suisse

Nous avons vu que, traditionnellement, la Suisse exporte vers le tiers monde beaucoup plus qu'elle n'en importe. Cela laisse supposer qu'en matière de postes de travail, le nombre de ceux qui sont créés en Suisse par ces exportations dépasse le nombre de ceux que ces importations empêchent d'exister. Des estimations se référant à la situation de 1974⁹ et 1975¹⁰ confirment cette hypothèse: sans considérer les effets indirects (c'est-à-dire sur les branches en amont), l'excédent des postes de travail créés se situerait entre 30 000 et 50 000. En tenant compte des effets indirects, cet excédent doublerait. L'évolution des années récentes fait penser que ces chiffres n'ont pas varié sensiblement.

Quant à l'effet sur l'emploi global de la concurrence que le tiers monde exerce à l'égard des produits suisses sur les marchés tiers, il y a aussi lieu de penser que, dans la période 1973–1983, il n'a pas été sensible. En effet, nous avons vu que le fléchissement – en termes de quantités vendues – de la présence des produits suisses sur les marchés mondiaux s'explique surtout par l'appréciation du franc. Pour ce qui a trait, en outre, aux investissements dans le tiers monde, nous avons signalé qu'ils sont souvent motivés par la conquête de débouchés; cela rend vraisemblable que leur effet sur l'emploi soit plutôt positif.

Au niveau des branches, on remarque pour la période 1975–1985 un fléchissement de l'emploi important surtout pour l'horlogerie, le textile et l'habillement. Si, dans ces branches, l'emploi avait évolué parallèlement à l'ensemble de l'industrie, elles occuperaient actuellement environ 30 000 personnes de plus. Or, ce décalage doit être attribué à des pertes de marché ou à des hausses de la productivité, toutes deux largement provoquées par la pression concurrentielle du tiers monde et pour l'horlogerie du Japon. En éliminant l'impact de ces derniers pays, le chiffre en question se réduit à environ 25 000. Quant aux gains réalisés, notamment là où les exportations vers le tiers monde ont augmenté – gains qui d'après les considérations précédentes sont vraisemblablement du même ordre de grandeur – les données disponibles ne nous permettent pas de les répartir selon les branches.

Tout cela alimente l'idée que les difficultés rencontrées quant à l'emploi global à partir de 1970 doivent être attribuées à d'autres facteurs qu'à l'impact des relations avec le tiers monde. En dehors de la récession internationale de 1974–1975, il faut envisager l'appréciation du franc et les effets sur la demande globale de la politique concernant les travailleurs étrangers; surtout pour la période la plus récente, on peut en outre considérer la concurrence des autres pays industrialisés, à un moment où notre économie a quelque peine à s'adapter aux nouvelles technologies.

Notes

- ¹ Sur ces questions, cf. notamment OCDE, Suisse, déc. 1985
- ² Cf. H. Hollenstein, «Die Auswirkungen der Exportoffensive der Niedriglohnländer auf der Branchenstruktur der schweizerischen Industrie», 1979
- ³ ONU, *Manuel de statistiques du commerce international et du développement*, 1985
- ⁴ Op. cit.
- ⁵ Cf. OCDE, Suisse, mai 1983
- ⁶ Cf. S. Borner-F. Wehrle, *Die sechste Schweiz*, Zürich 1984
- ⁷ Cf. S. Borner-F. Wehrle, op. cit., p. 214
- ⁸ Cf. par ex. D. De Laubier, «Les investissements français vers le tiers monde et leur impact sur l'économie française», in Y. Berthelot-J. de Bandt, *Impact des relations avec le tiers monde sur l'économie française*, Paris 1984
- ⁹ R. Gerster, «Schweizerisches Volkseinkommen und Dritte Welt», in *Aussenwirtschaft*, März 1976
- ¹⁰ G. Pult, «L'impact du tiers monde sur les postes de travail en Suisse», in *Annuaire Suisse-tiers monde*, 1983